

Paris, le 30 AVR. 2025

**Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**  
**Le ministre auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur**

à

**Mesdames et Messieurs les préfets de région**  
**Mesdames et Messieurs les préfets de département**  
**Monsieur le directeur général de l'OFII**

Référence	NOR : INTV2513131J
Date de signature	30 AVR. 2025
Emetteur	Direction générale des étrangers en France – Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité
Objet	<b>Priorités pour 2025 de la politique d'intégration des étrangers primo-arrivants, dont les personnes réfugiées</b>
Commande	Mobiliser l'ensemble des leviers et partenaires pour favoriser les parcours d'intégration
Action(s) à réaliser	Favoriser l'intégration des étrangers par l'acquisition de la langue française et des valeurs de la République et par l'accès à l'emploi. Piloter le programme AGIR, pour en améliorer l'efficacité Préparer la mise en œuvre le volet intégration de la loi « Contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » Déployer les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI) et mobiliser les partenaires de la politique d'intégration
Echéance	Immédiate et tout au long de l'année
Contact utile	<a href="mailto:sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr">sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr</a>
Nombre de pages et annexes	4 pages et une annexe de 35 pages

Complément indispensable du contrôle renforcé des flux migratoires, l'intégration des personnes étrangères déjà présentes sur notre territoire et dotées d'un titre de séjour, passe par la maîtrise de la langue française, la connaissance de son histoire, la compréhension des droits et devoirs, principes et valeurs de la République, et l'insertion durable dans l'emploi. Cette intégration procède d'abord d'une démarche volontaire des personnes étrangères elles-mêmes. Compte tenu de leurs difficultés plus ou moins importantes, lorsqu'elles arrivent en France, en particulier pour les personnes réfugiées, les accompagner et favoriser ces parcours d'intégration, le plus rapidement possible, constitue un objectif prioritaire de notre action publique.

La loi du 26 janvier 2024 *pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration* a consacré de nouvelles dispositions aussi bien en matière d'apprentissage de la langue et de la citoyenneté (article 20) qu'en matière de conciliation entre le travail et la poursuite des parcours d'intégration (article 23), substituant à l'obligation de moyen de connaître le français, notre histoire nationale et nos principes et valeurs, une obligation de résultat. Ses dispositions, applicables au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026, appellent une meilleure efficience des dispositifs existants et la généralisation de plusieurs initiatives clés telles que le programme AGIR, dont le déploiement sera achevé en 2025, ou les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration.

L'efficacité maximale de la politique d'intégration suppose donc la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés, et une utilisation des crédits d'intervention de l'Etat maximisant leur impact.

En 2025, votre action priorisera en conséquence les axes suivants :

**1. L'intégration des étrangers par l'acquisition de la langue française et des valeurs de la République**

La maîtrise du français et des principes et valeurs de la République est la condition première d'une bonne intégration dans la société française, qui favorise également un accès rapide à l'emploi. Pour permettre aux étrangers d'être au rendez-vous de l'obligation nouvelle qui leur sera faite, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, de justifier d'un niveau A2, écrit et oral, pour se voir délivrer une première carte de séjour pluriannuel, et d'un niveau B1, écrit et oral, pour se voir délivrer une première carte de résident, vous veillerez à garantir l'effectivité et la qualité de l'offre de formation dans votre territoire, en particulier pour les personnes étrangères soumises à cette obligation. En complément de l'offre de formation de l'OFII, dont les modalités seront fortement revues à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025, il vous revient de consolider les partenariats entre l'OFII et ses prestataires, les associations locales, les collectivités locales et le réseau pour l'emploi, afin de sécuriser les parcours de formation et de pratique du français au niveau départemental. La prise en compte des besoins des publics (adaptation des rythmes de formation aux contraintes de l'emploi, garde d'enfants, organisation de modalités opérationnelles permettant de pratiquer le français, ...) et la complémentarité entre les dispositifs financés par le programme 104 et ceux proposés notamment dans le cadre des contrats de ville devront être recherchées.

Les contrôles destinés à garantir que les associations et prestataires chargés d'assurer ces formations respectent non seulement les critères fixés par les cahiers des charges mais aussi, plus globalement, les principes et valeurs républicaines de la France, devront se poursuivre et se renforcer, dans le cadre du plan régional de contrôle des actions du programme 104, qu'il vous est demandé de mettre en place en 2025.

Vous veillerez également à ce que l'OFII assure lui aussi un suivi constant de l'activité de ses partenaires afin que ceux-ci respectent pleinement les principes et valeurs de la République dans les missions qui leur sont confiées.

## **2. L'intégration des étrangers par le travail**

L'accès à l'emploi des étrangers en situation régulière au chômage, en particulier dans les métiers en tension, est une priorité du Gouvernement.

Les initiatives en faveur d'une meilleure intégration par le travail reposeront sur les axes suivants :

- Vous veillerez, dans le contexte de l'élaboration d'un nouvel accord-cadre national entre l'Etat, l'OFII et le nouveau réseau pour l'emploi créé par la réforme France Travail, à la bonne inscription de l'intégration par le travail des étrangers primo-arrivants dans les feuilles de route des comités locaux, départementaux et régionaux pour l'emploi ;
- Vous amplifierez les initiatives engagées en 2024 en matière d'accompagnement vers l'emploi (repérage et remobilisation, valorisation des expériences professionnelles, français à visée professionnelle, mentorat), en vous appuyant également sur les initiatives des collectivités locales (communes, EPCI, département ou région), en particulier lorsqu'elles sont signataires d'un CTAI ainsi que sur les CREFOP ;
- Vous animerez les initiatives locales, en lien avec les clubs d'entreprises et les partenaires économiques de votre territoire, en faveur de l'emploi des étrangers primo-arrivants, en particulier vers les métiers en tension, avec un accent spécifique sur l'emploi des réfugiés et en veillant à leur diffusion ;
- Vous continuerez de proposer des solutions aux difficultés périphériques rendant plus difficile l'insertion professionnelle des étrangers éligibles, qu'il s'agisse d'accès aux droits, d'accès à la santé physique et mentale, à la mobilité et aux dispositifs de soutien à la parentalité ;
- Vous poursuivrez les actions spécifiquement dédiées aux femmes étrangères primo-arrivantes qui rencontrent des difficultés d'intégration accrues ; en ce sens, le renforcement du maillage territorial des ateliers « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants » (OEPRE) doit être poursuivi en lien étroit avec les services de l'Education nationale.

## **3. L'intégration des BPI et le pilotage du programme AGIR**

La prise en compte des vulnérabilités propres aux bénéficiaires de la protection internationale (BPI) devra se poursuivre, que ce soit dans le cadre du programme AGIR pour les BPI les plus vulnérables, ou à travers une offre d'accompagnements complémentaires à destination des BPI hors AGIR, qui bénéficieront avec profit de la meilleure coordination entre les acteurs locaux mise en place dans le cadre de la prestation 2 d'AGIR.

Nous vous demandons de renforcer le pilotage régional du programme AGIR, qui permet d'améliorer l'efficacité des actions (augmentation des sorties positives), par l'échange d'informations entre l'Etat, les opérateurs AGIR et autres partenaires, le partage des bonnes pratiques et une meilleure qualification des difficultés, facilitant leur résolution. L'objectif d'une file active nationale de 25 000 bénéficiaires du programme est confirmé en 2025 ; il vous revient d'assurer sa mise en œuvre au niveau départemental, dans le cadre des instructions communiquées par la DGEF, en veillant à sélectionner les BPI les plus vulnérables, en fonction des caractéristiques locales, et dans le dialogue entre vos services, l'OFII et l'opérateur AGIR départemental.

## **4. La poursuite de la généralisation des contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI)**

En vous appuyant sur les référents départementaux intégration que vous avez désignés et les sous-préfets d'arrondissement, vous poursuivrez les efforts visant à conclure avec les élus de vos territoires, des CTAI dont le contenu devra refléter les priorités de votre feuille de route locale en matière d'intégration, avec une attention particulière à la qualité des contreparties proposées par la collectivité partenaire, y compris budgétaires. Vous vous attacherez à réaliser les cibles de taux de couverture des signataires du CIR établies dans le cadre de la politique prioritaire du Gouvernement. Vous continuerez à faire vivre les CTAI existants, en encourageant les collectivités partenaires (communes, EPCI, département et région) à mieux rendre compte des résultats obtenus dans le cadre des différentes actions mises en place.

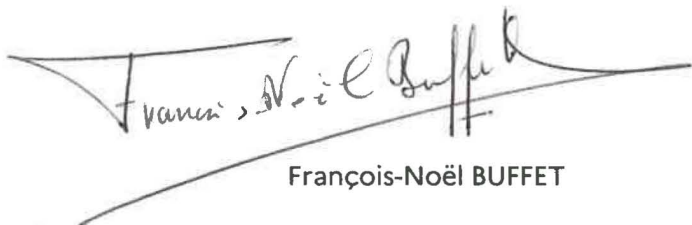
## 5. La communication sur les parcours d'intégration réussie d'étrangers primo-arrivants en situation régulière et la mobilisation des acteurs locaux de l'intégration

La communication positive sur les parcours d'intégration réussie demeure une priorité. Elle est souvent amplifiée lors de la Semaine de l'intégration, dont la 5<sup>ème</sup> édition est prévue du 6 au 10 octobre 2025, mais peut être réalisée tout au long de l'année, notamment dans le cadre des cérémonies de naturalisation.

Vous vous attacherez à soutenir la mobilisation des acteurs locaux de l'intégration notamment parmi les acteurs économiques.

Votre engagement reste un facteur clef du succès de cette politique territoriale, fondamentale pour garantir la cohésion nationale.

Les instructions détaillées ci-jointes déclinent ces orientations. Les services de la DGEF ([sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr](mailto:sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr)) restent à votre disposition.



François-Noël BUFFET



Bruno RETAILLEAU



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Mise en œuvre opérationnelle de la politique d'intégration des étrangers primo-arrivants, dont les personnes réfugiées **PRIORITÉS POUR 2025**

## INSTRUCTIONS DÉTAILLÉES

(annexe à l'instruction précitée)

**LE PARCOURS  
D'INTÉGRATION  
RÉPUBLICAINE**



## Table des matières

<b>1. Le pilotage des moyens et des dispositifs nationaux de la politique d'intégration ...</b>	<b>4</b>
1.1. La gouvernance et le pilotage de la politique d'intégration .....	4
1.2. L'animation du réseau des correspondants régionaux « intégration » et les dialogues territoriaux et de gestion (DTG) annuels .....	5
1.3. Les crédits relatifs à la politique d'intégration .....	6
1.4. L'évaluation des actions et les modalités de contrôle de l'utilisation des crédits délégués .....	8
<b>2. L'apprentissage de la langue française et des principes et valeurs de la République .....</b>	<b>10</b>
2.1. Renforcer les actions menées en matière d'apprentissage de la langue .....	10
2.2. Renforcer les actions menées en matière d'appropriation des principes et valeurs de la République .....	13
<b>3. L'intégration par l'emploi et la mobilisation des acteurs économiques .....</b>	<b>16</b>
3.1. Articuler les offres de services du réseau pour l'emploi pour l'insertion professionnelle des étrangers primo-arrivants .....	17
3.2. Renforcer l'engagement des entreprises en faveur de l'inclusion économique des étrangers primo-arrivants .....	19
3.3. Favoriser l'accès aux dispositifs d'accès à la reconnaissance des diplômes, des qualifications et des compétences .....	20
<b>4. Le programme AGIR .....</b>	<b>22</b>
4.1. Un impératif de pilotage des files actives départementales et de sécurisation de la chaîne budgétaire et comptable .....	23
4.2. Une gouvernance locale renforcée garante de la réussite du programme .....	23
<b>5. L'accès aux droits des étrangers primo-arrivants .....</b>	<b>26</b>
5.1. Renforcer l'accès aux droits des étrangers primo-arrivants et favoriser la transition entre les statuts de demandeur d'asile et de bénéficiaire de la protection internationale .....	26
5.2. Renforcer l'accès à la santé et notamment la santé mentale .....	27



<b>5.3. Favoriser l'accès aux dispositifs d'accompagnement pour les femmes étrangères victimes de violences sexistes et sexuelles .....</b>	<b>28</b>
<b>5.4. Favoriser l'accès à la mobilité.....</b>	<b>29</b>
<b>6. Le sport, la culture et le vivre ensemble .....</b>	<b>30</b>
<b>6.1. Les actions menées en matière de vivre ensemble.....</b>	<b>30</b>
<b>6.2. Favoriser l'accès à la culture et au patrimoine national .....</b>	<b>31</b>
<b>6.3. Favoriser l'intégration par le sport .....</b>	<b>32</b>
<b>7. Les Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI) .....</b>	<b>33</b>
<b>7.1. La déclinaison de la politique prioritaire du Gouvernement relative à l'intégration des étrangers primo-arrivants .....</b>	<b>33</b>
<b>7.2. Des exigences renforcées sur le contenu qualitatif des actions .....</b>	<b>34</b>
<b>7.3. Des critères stricts de financement .....</b>	<b>35</b>
<b>7.4. Le calendrier et la durée .....</b>	<b>35</b>
<b>7.5. Les modalités d'instruction .....</b>	<b>35</b>





## 1. Le pilotage des moyens et des dispositifs nationaux de la politique d'intégration

1. **Des simplifications sont apportées en 2025** sur les attendus en matière de pilotage et de gouvernance locale de la politique d'intégration.
2. **Des enjeux importants demeurent en matière de communication.** Celle-ci doit être axée sur la mise en avant de parcours d'intégration réussis et sur la valorisation des actions les plus innovantes (avec un temps fort annuel au cours de la Semaine de l'intégration).
3. **Les crédits 2025 de l'action 12 du programme 104** sont largement déconcentrés, et **doivent être mobilisés sur des projets complémentaires au CIR et au programme AGIR.**
4. **Les résultats des projets soutenus par les crédits déconcentrés doivent être évalués chaque année et l'utilisation des crédits contrôlée.**

### 1.1. La gouvernance et le pilotage de la politique d'intégration

#### 1.1.1. Une gouvernance structurée à l'échelle de chaque région

**Les régions sont invitées à tenir au moins une fois par semestre un comité de pilotage stratégique** appelé à traiter des problématiques des étrangers primo-arrivants dans leur ensemble. Ce comité de pilotage rassemble toutes les parties prenantes de la politique d'intégration. Il s'assure que le territoire dispose d'une feuille de route régionale de l'intégration des étrangers primo-arrivants et d'un schéma régional d'accueil des demandeurs d'asile et d'intégration des réfugiés (SRADAR) comportant un volet intégration. Il évalue l'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route ou du volet intégration du SRADAR. Des représentants de la DIAN peuvent y être associés, à l'initiative des préfets.

**À intervalle plus rapproché, des comités techniques resserrés** peuvent se réunir avec, par exemple, un suivi par thématique ou dispositif. **Des comités de l'administration régionale (CAR) dédiés au sujet intégration** peuvent utilement être organisés, comme c'est déjà le cas dans certaines régions, en particulier pour favoriser les synergies entre les différents services de l'État concernés (en particulier DREETS, Rectorats et DRAJES) et en associant les principaux opérateurs de l'État compétents (OFII et France Travail).

**Afin de renforcer le pilotage régional, un coordonnateur régional intégration** est désigné.

#### 1.1.2. Un pilotage actif à l'échelle départementale

L'instruction annuelle de 2019 a mis en place le principe de la nomination par le préfet d'un référent départemental sur les politiques d'intégration. Lorsque ce n'est pas le cas, il vous reviendra de faire en sorte que ces nominations puissent être effectives dans les meilleurs délais. L'identité des nouveaux référents doit être transmise dans les meilleurs délais à la DIAN, via la boîte fonctionnelle [sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr](mailto:sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr). Une animation de ce collectif, avec notamment un appui à la prise de poste, est proposée par la DIAN.





La nomination du référent départemental intégration peut s'accompagner d'une lettre de mission fixant les priorités d'action portant notamment sur la gouvernance, la mise en œuvre du programme AGIR, les CTAI, l'apprentissage du français (et notamment à visée professionnelle) et l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle.

### 1.1.3. Les Rencontres Territoriales de l'Intégration

Initiées en 2024 à l'occasion de la Semaine de l'intégration, elles ont pour objectif d'évaluer l'efficacité des dispositifs mis en place, d'identifier les voies d'amélioration et de recueillir les propositions des partenaires sur le terrain. Elles seront à organiser en 2025 par les départements qui n'ont pas pu le faire en 2024 et peuvent également être reconduites par les départements qui en ont organisé en 2024 et qui le souhaitent cette année. Une synthèse nationale des remontées des Rencontres 2024 sera diffusée au premier semestre 2025.

### 1.1.4. Les actions de communication

Dans la perspective de mieux informer le grand public sur la politique d'intégration, la valorisation des réussites des programmes tout ou partie financés par l'État, des bonnes pratiques et des profils/parcours d'intégration réussis, est encouragée. La définition de la stratégie de communication adaptée à votre territoire vous revient et, pour concourir à l'atteinte de cet objectif, la DIAN met à votre disposition un corpus documentaire (charte, identité visuelle, dépliants, feuillets, etc.) disponible sur la plateforme RESANA. Elle peut également vous accompagner dans sa conception et sa déclinaison en fonction des thématiques abordées. Au fil de l'eau, des synthèses des actions menées (événements, témoignages, campagnes de promotion, etc.) sur le territoire seront à transmettre à la DIAN via la boîte fonctionnelle [sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr](mailto:sdie-dian-dgef@interieur.gouv.fr).

Le temps fort de la valorisation des actions de la politique d'intégration des étrangers primo-arrivants en 2025 sera l'organisation de la **Semaine de l'intégration du 6 au 10 octobre 2025**, permettant à la fois de mieux faire connaître aux bénéficiaires le champ des dispositifs proposés, de valoriser l'action des partenaires mobilisés et des résultats obtenus et de réfléchir aux grands enjeux émergents.

## 1.2. L'animation du réseau des correspondants régionaux « intégration » et les dialogues territoriaux et de gestion (DTG) annuels

Le déploiement de la politique d'intégration repose sur un réseau de correspondants régionaux au sein des SGAR et/ou des DREETS. La sous-direction de l'intégration des étrangers (SDIE) de la DIAN s'assure de fournir à ces services déconcentrés les éléments de cadrage et d'ingénierie nécessaires à la mise en œuvre optimisée de la politique d'intégration.

### 1.2.1. Un espace numérique partagé

La mise à disposition d'un espace numérique partagé « Réseau des correspondants intégration » sur la plateforme RESANA permet de centraliser les supports et l'information disponibles et d'améliorer le partage d'informations utiles au bon pilotage de la politique publique dans chaque territoire.

**Pour l'année 2025, l'objectif commun sera d'améliorer, via l'espace RESANA, le partage de bonnes pratiques régionales utiles au bon déploiement de la politique d'intégration dans les territoires.**

Comme en 2024, un webinaire de formation pour les nouveaux arrivants sera proposé à destination des correspondants intégration en région et dans les services départementaux en préfecture et en DDETS(PP).

### 1.2.2. Les dialogues territoriaux et de gestion annuels

Les dialogues territoriaux et de gestion (DTG) annuels portant sur l'action 12 du programme 104 se poursuivront selon des modalités simplifiées par rapport à l'exercice 2024. Ils se tiendront au cours du deuxième trimestre 2025.

### 1.3. Les crédits relatifs à la politique d'intégration

Les crédits du programme 104 sont dédiés à l'intégration des étrangers « primo-arrivants »<sup>1</sup>, ressortissants de pays tiers à l'Union européenne, en situation régulière sur le territoire et ayant vocation à y résider durablement.

La politique d'intégration concentre ses moyens sur les cinq premières années de séjour régulier, de manière à accélérer la mobilisation autonome du droit commun par les étrangers éligibles. Les crédits de l'action 12 « Intégration des étrangers primo-arrivants » sont consacrés au soutien des actions spécialisées répondant aux spécificités des étrangers dans une **logique de sas vers le droit commun** et de **complémentarité avec le contrat d'intégration républicaine (CIR)**.

Par exception, certains dispositifs peuvent rendre éligibles des personnes étrangères installées plus durablement en France : c'est le cas du programme OEPRE ou des actions déconcentrées portées par l'action 16 du programme 104 relative aux résidents en foyers de travailleurs migrants.

La plus grande attention doit donc être portée en mobilisant ces crédits à :

- la coordination entre ces actions spécialisées et le CIR ;
- la coordination entre ces actions spécialisées et les actions menées au titre du droit commun à destination du public général ou des publics vulnérables (actions du réseau pour l'emploi, des organismes de la sécurité sociale, des collectivités territoriales, etc.) ;
- la connaissance des dispositifs de droit commun ou spécialisés existants (y compris des actions bénéficiant d'un cofinancement du Fonds Asile, Migration, Intégration – FAMI) qui est ainsi nécessaire, afin d'éviter toute redondance des dispositifs pour les mêmes publics.

#### 1.3.1. Des crédits très largement déconcentrés

Les crédits délégués aux BOP régionaux ont vocation à financer les mesures suivantes :

- **l'achèvement du déploiement du programme AGIR**, généralisé à l'ensemble des départements hexagonaux. Les crédits correspondants seront délégués au fur et à mesure du déploiement du programme selon une procédure particulière et viendront abonder votre dotation initiale ;
- **les appels à projets régionaux et/ou départementaux ;**
- **les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI)**, pour lesquels une enveloppe spécifique est fixée au niveau central et calculée sur la base des CTAI (renouvellements et nouveaux contrats) déclarés pour 2025. Comme en 2024, un coût forfaitaire par bénéficiaire du CIR couvert par un CTAI sera appliqué pour calculer les crédits pouvant être délégués ;

---

<sup>1</sup> Ces étrangers sont admis pour la première fois au séjour au titre de l'immigration familiale, de l'asile ou de l'immigration économique et signent, sauf exceptions réglementaires, un contrat d'intégration républicaine (CIR). Ils ne sont pas étudiants, travailleurs temporaires, saisonniers ou détachés, demandeurs d'asile, ou en situation irrégulière sur le territoire.



- le dispositif « **Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants** » (OEPRE), pour permettre aux établissements mutualisateurs de disposer de crédits leur permettant de fonctionner jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- le déploiement du programme **Volont'R**.

Des crédits pourront être délégués en 2025 pour la prise en charge de la **mesure de revalorisation Ségur 3** pour les porteurs de projets éligibles, et ceci en vue de couvrir à titre rétroactif les dépenses éligibles en 2024. Les dépenses portant sur 2025 devront en revanche être intégrées au coût des projets financés dans le cadre des appels à projets territoriaux. **Une information précisant les critères d'éligibilité ainsi que les modalités de calcul vous sera transmise au cours du second trimestre 2025.**

**Dans les semaines suivant la publication de la loi de finances 2025, 80 % des crédits notifiés au titre des appels à projets régionaux et départementaux pourront être mis à disposition des BOP régionaux. Le solde sera délégué à compter du mois de septembre 2025, sous réserve d'avoir consommé a minima 80 % des crédits mis à disposition.**

La mise à disposition de ces crédits s'accompagne des objectifs suivants :

- au moins 50 % des crédits alloués au titre des appels à projets territoriaux aux priorités de l'intégration par la langue ;
- au moins 30 % d'étrangers primo-arrivants hors BPI bénéficiaires des actions financées : l'accompagnement des BPI est prioritaire, mais il ne doit pas conduire à exclure les autres catégories d'étrangers primo-arrivants. Par ailleurs, les BPI non éligibles à AGIR doivent continuer à se voir proposer des solutions d'accompagnement adaptées.

Les financements alloués auront également vocation à couvrir les dépenses prévisionnelles de l'année sur les dispositifs précités, hormis les trois exceptions suivantes pour lesquelles un mécanisme de délégation des crédits sur demande est mis en place, comme les années précédentes :

- **le programme AGIR**, au fur et à mesure de la notification des derniers marchés subséquents et de l'exécution de la dépense ;
- **les CTAI** pour lesquels un contrôle de cohérence sera effectué par la DIAN et la Diar (*cf. annexe n° 7*),
- **la revalorisation Ségur 3** à la suite des remontées de besoins effectuées par les BOP régionaux portant sur l'exercice 2024.

### 1.3.2. Des outils diversifiés

Vous pourrez mettre en œuvre ces crédits à travers les instruments suivants :

- **Les subventions par appel à projets sur des thèmes précis**, déclinant les priorités nationales et les adaptant aux spécificités territoriales.

Les appels à projets financés sur les crédits déconcentrés pourront être organisés soit au niveau départemental, soit au niveau régional.

Le contenu de chaque appel à projets devra **intégrer de manière explicite les articulations nécessaires avec le programme AGIR**.

Afin d'éviter d'éventuelles redondances des dispositifs mis en œuvre et pour garantir le meilleur effet levier des crédits de l'action 12 du programme 104, vous veillerez à la bonne articulation de ceux-ci avec les actions financées par d'autres programmes budgétaires de l'État.

- **Les subventions par conventionnement direct avec des porteurs de projets** connus par ailleurs et en capacité de déployer un projet répondant aux besoins territoriaux ;
- **Les marchés publics**, soit avec mise en œuvre des procédures de publicité et de mise en concurrence (au-dessus de 40 000 € HT), soit par l'établissement de plusieurs devis (en-dessous de ce seuil).

### 1.3.3. Le calendrier

Dans un contexte budgétaire devenu plus incertain, il vous est demandé d'**anticiper autant que possible les dépenses et d'avoir consommé la majeure partie des crédits délégués au 30 septembre 2025.**

Dans cette optique, il vous revient de mettre en œuvre toutes les actions possibles permettant de **lancer les appels à projets territoriaux au plus tard en avril.**

Il vous est demandé de remonter à la DIAN toute difficulté que vous pourriez rencontrer pour consommer les crédits délégués dans les délais impartis. Si nécessaire, un exercice de reprogrammation des crédits des BOP régionaux pourra être engagé, entre le 1<sup>er</sup> et le 15 octobre 2025.

#### **Le fonds asile, migration, intégration (FAMI)**

La programmation 2021-2027 a été lancée officiellement le 22 septembre 2022, suite à l'adoption du programme national du FAMI par la Commission européenne. Le programme reprend les priorités de l'Union européenne et celles de la France en matière d'intégration des ressortissants de pays tiers.

Pour cette programmation, **l'enveloppe budgétaire de l'OS2 s'élève à 295 M€.**

À mi-parcours de la programmation 2021-2027, deux appels à projets ont été publiés. Le premier s'est clôturé en juin 2022 et a permis la sélection de 46 projets aux thématiques diverses, dont le programme AGIR. À l'issue de cet appel, le taux de programmation de l'enveloppe du FAMI est de 36 %.

Le second appel s'est clôturé en décembre 2024 et la phase d'instruction des dossiers a débuté. Dans ce cadre, les services déconcentrés concernés seront sollicités par la DIAN en vue de la remise d'un avis d'opportunité sur les projets déposés qui se déploient dans leurs territoires d'intervention.

## 1.4. L'évaluation des actions et les modalités de contrôle de l'utilisation des crédits délégués

Le contrôle de l'utilisation des crédits publics et l'évaluation de l'efficacité des actions sont des exercices indispensables. Les associations ont par ailleurs l'obligation de rendre compte de l'utilisation des fonds octroyés pour une fin déterminée, conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

### 1.4.1. Le Plan national d'évaluation (PNE)

Depuis 2021, l'évaluation des actions financées par les crédits de la politique d'intégration des étrangers primo-arrivants s'effectue par l'intermédiaire d'un questionnaire, dit « Plan national d'évaluation » (**PNE**),



diffusé sous format numérique auprès des structures bénéficiaires des crédits de l'action 12 du programme 104.

Le taux de réponse au PNE a été en 2024 de 97 % au niveau national. L'objectif à atteindre **en 2025 est de 100 % de réponses** selon le même calendrier qu'en 2024. Les actions à mettre en œuvre sont précisément décrites dans une fiche dédiée disponible sur la plateforme RESANA.

**Le questionnaire sera clôturé, comme en 2024, le 31 mai 2025** afin que les données régionales et départementales associées puissent être restituées au plus tard au cours du mois de juin 2025. Les résultats régionaux du PNE pourront ainsi être pris en compte de façon optimisée en vue de la rédaction des appels à projets territoriaux de l'année 2026.

Les résultats du PNE, qui déboucheront sur la production d'une synthèse nationale par la DIAN, seront complétés par des données issues d'autres travaux évaluatifs menés dans le cadre des dispositifs nationaux d'intégration complémentaires du CIR (AGIR, OEPRE, Volont'R et CTAI).

#### 1.4.2. La mise en place de contrôles sur pièces et sur place

Dans le cadre d'un plan de contrôle régional, il vous est demandé en 2025 de définir une organisation permettant la mise en place, dans chaque département, de **contrôles sur pièces et sur place** permettant de vérifier la bonne utilisation des crédits de l'action 12 du programme 104 au profit des lauréats des appels à projets territoriaux et des associations financées dans le cadre des CTAI. Vous indiquerez dans vos appels à projets et conventions que ces contrôles sur pièces et sur place aboutiront au remboursement des crédits versés en cas de non-respect des objectifs fixés dans chaque convention.

Concernant les contrôles sur place, une priorité devra être accordée, sur la base d'une cartographie préalable des risques, aux contrôles des actions disposant des financements les plus élevés et/ou pour lesquelles des doutes peuvent être émis sur :

- l'effectivité du déploiement des actions prévues par la convention ;
- la bonne affectation de l'utilisation des fonds au profit exclusif de l'action conventionnée et des publics ciblés.

Il vous est recommandé, dans ce cadre, de viser *a minima* des contrôles portant sur des actions représentant, en cumul, 10 % du total des crédits conventionnés à l'échelle d'un département.

Une **synthèse régionale** de ces contrôles devra être communiquée à la DIAN au plus tard le 2 décembre 2025. Un focus spécifique devra être effectué sur les suites concrètes données à ces différents contrôles.

À cette fin, des outils communs (grille de contrôle, modèle de rapport et tableau de synthèse) seront mis à votre disposition sur la plateforme RESANA au cours du premier semestre 2025.

## 2. L'apprentissage de la langue française et des principes et valeurs de la République

1. **Le renforcement de la coordination des actions linguistiques au niveau départemental sur les territoires est une priorité.**
2. **L'enveloppe de l'action 12 sera prioritairement mobilisée sur la formation linguistique**, afin de favoriser l'accès à une certification pour les publics prioritaires (soit générale soit à visée professionnelle).
3. **Les CTAI** seront mobilisés pour impulser la mise en place d'actions en faveur de l'apprentissage de la langue et la citoyenneté.

Apprendre la langue et connaître les valeurs et le fonctionnement de la société française sont des conditions essentielles pour pouvoir s'intégrer dans notre pays.

La mission de l'OFII est de mettre en œuvre la première étape du parcours d'intégration républicaine des étrangers primo-arrivants, notamment par l'organisation des formations linguistique et civique.

**L'année 2025 sera marquée, d'une part, par la mise en œuvre de la loi CIAI sur son volet intégration et, d'autre part, par le renouvellement des marchés de l'OFII à compter du 1<sup>er</sup> juillet. L'article 20 de la loi CIAI instaure un examen civique et renforce les exigences de maîtrise de la langue à une échéance qui sera fixée, par décret, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

Dans ce contexte, vous veillerez à consolider et structurer l'offre de formation linguistique sur votre territoire et à organiser auprès de l'écosystème local des acteurs un accompagnement au changement.

### 2.1. Renforcer les actions menées en matière d'apprentissage de la langue

#### 2.1.1. Contexte

En 2024, 114 443 CIR ont été signés, soit une baisse de 10 % par rapport à 2023 qui avait connu une forte augmentation. 44,5 % des signataires se sont vus prescrire une formation de niveau A1. Le taux d'atteinte de ce niveau en fin de formation (hors Mayotte) est de 67,4 % en 2024, contre 70,1 % en 2023.

La loi CIAI renforce l'articulation entre délivrance des titres de séjour pluriannuels et maîtrise de la langue française : l'atteinte du niveau A2 sera exigée pour l'obtention d'une carte de séjour pluriannuelle et l'atteinte du niveau B1 pour la carte de résident (attestée par un diplôme ou une certification reconnue). La loi marque le passage d'une obligation de moyen à une obligation de résultat pour l'étranger primo-arrivant.

Parallèlement, les marchés de formation de l'OFII seront renouvelés au 1<sup>er</sup> juillet 2025. À compter de cette date, la majorité des signataires se verra prescrire une offre de formation en ligne et en mode asynchrone. **L'offre de formation en présentiel sera concentrée sur les publics les plus fragiles, à savoir non-lecteurs/non-scripteurs qui se verront prescrire un programme unique de 600 heures pour l'obtention du niveau A2.** Il n'y aura plus d'offre complémentaire pour le niveau B1.

#### 2.1.2. Avoir la pleine visibilité de l'offre de formation linguistique existante sur un territoire

Dans un contexte de baisse des moyens et de responsabilisation des personnes étrangères, la visibilité de l'offre linguistique représente un enjeu majeur d'accessibilité à la formation.



Il vous revient de conduire, en lien avec les directions territoriales de l'OFII et ses prestataires, une analyse de l'offre linguistique proposée dans le cadre du CIR au regard des profils des signataires présents sur le territoire et des besoins complémentaires exprimés. **À ce titre, l'évaluation initiale du niveau de langue des signataires, les taux d'atteinte du niveau A1 et du niveau A2 à l'issue des formations proposées par l'OFII, l'orientation en formation à distance ainsi que les caractéristiques du public CIR (compétences linguistiques, niveau de diplôme, profil d'apprentissage, etc.) devront être pris en compte. Les directions territoriales de l'OFII communiqueront régulièrement ces éléments aux services déconcentrés.**

Au-delà, vous vous appuyerez sur la cartographie du réseau des Carif-Oref (<http://www.intercariforef.org/formations/recherche-formations-dian.html>). Elle recense l'ensemble de l'offre de formation linguistique (parcours de l'OFII, ateliers OEPRE, formations à visée professionnelle, ateliers sociolinguistiques, etc.) et l'offre de certification linguistique. Elle est un outil d'aide à la construction des parcours linguistiques des étrangers éligibles, vers l'emploi et le droit commun. Vous communiquerez sur les lieux de passation des certifications linguistiques reconnues que vous trouverez sur les sites <https://www.lefrancaisdesaffaires.fr/candidat/trouver-un-centre-agree/> et <https://www.france-education-international.fr/centres-d-examen/carte?type-centre=tcf>.

Vous veillerez à ce que l'**obligation de référencement** auprès du Carif-Oref soit expressément mentionnée dans les conventions et transmettez au correspondant local du Carif-Oref la liste des actions financées sur le programme 104.

### 2.1.3. Impulser la coordination et construire des parcours jusqu'à la certification pour les étrangers

**Dans ce cadre plus exigeant et en tenant compte des nouvelles modalités de formation des programmes de l'OFII, il est demandé un renforcement de la coordination en matière de formation linguistique au niveau régional et départemental.**

**Cette coordination pourra s'inscrire dans les instances de pilotage existantes** (à l'instar des CRPE, CDPE et CLPE en matière de formation et d'insertion professionnelle) **ou faire l'objet d'une instance dédiée au niveau régional ou départemental.** Elle devra réunir l'ensemble des financeurs, dont les représentants des directions territoriales de l'OFII. Elle visera à **s'assurer que les parcours linguistiques sont en place pour les signataires du CIR les plus éloignés de la maîtrise du français et soumis aux obligations de l'article 20 de la loi CIAI.** Ces parcours incluent les cours de langue de l'OFII et des autres partenaires, mais également des possibilités de pratiquer le français en dehors des cours, au sein d'associations par exemple, à l'objet potentiellement divers (sport, culture, cuisine, etc.), le cas échéant dans le cadre des CTAI.

Vous veillerez par ailleurs à promouvoir les outils de cartographie et l'application « BonjourBonjour », deux outils du réseau Carif-Oref, pour renforcer l'exhaustivité de la cartographie et la visibilité de cette offre pour les personnes en recherche d'une formation.

### 2.1.4. Mobiliser l'action 12 du programme 104

#### a) Soutenir les cours de langue

L'offre complémentaire financée sur le programme 104 doit permettre l'atteinte du niveau A2 du CECRL garantissant ainsi aux étrangers le droit au séjour durable, l'accès aux dispositifs de droit commun de la formation professionnelle et l'accès à l'emploi. Elle doit être en adéquation avec le contexte local (typologie de publics et besoins, environnement socio-économique) et s'inscrire en complémentarité des formations financées par l'OFII, les collectivités et France Travail. Les directions territoriales de l'OFII doivent être systématiquement associées au choix des projets.



### b) Soutenir la couverture territoriale des plateformes linguistiques

Les plateformes linguistiques jouent un rôle essentiel dans l'accueil et l'orientation des publics qui ne maîtrisent pas la langue française. Elles permettent également de fédérer les acteurs du secteur et de coordonner les actions. Dans les territoires à enjeux, dépourvus de telle plateforme, vous favorisez leur création, notamment dans le cadre des négociations relatives à la signature d'un CTAI.

### c) Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants

Le dispositif « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants » (OEPRE), contribue à la fois à une meilleure maîtrise de la langue, à l'appropriation des valeurs de la République et à la connaissance du fonctionnement de l'école. Il sera amplifié dans l'objectif d'un développement dans les quartiers politique de la ville des réseaux d'éducation prioritaire (REP) et renforcés (REP+) et les zones rurales fragiles accueillant des étrangers éligibles.

**En lien avec les recteurs, la mobilisation des partenaires dans le cadre des CTAI et la tenue des comités de pilotage OEPRE sont des priorités. Cette mobilisation visera notamment à favoriser une couverture territoriale, lever des freins à la participation des parents (garde d'enfants notamment) et à apporter des financements complémentaires** (permettant la prise en charge de la certification du niveau de langue des participants par exemple).

Comme en 2024, une attention particulière sera portée au suivi budgétaire du dispositif, afin de réduire significativement les reliquats. Les notifications de crédits seront conjointes avec la DGESCO.

### 2.1.5. Favoriser la formation des professionnels

Votre attention est également appelée sur la professionnalisation des formateurs, professionnels et bénévoles, facteur de la qualité de la formation. Vous pourrez vous saisir de l'offre d'outillage et de formation soutenues par la DIAN (cf. sitothèque ci-après).

Sitothèque des outils financés par la DIAN	
Pour les étrangers primo-arrivants	Formation des formateurs et bénévoles
<p><b>L'application BonjourBonjour et la cartographie du réseau des Carif-Oref (RCO)</b></p> <p>Pour trouver une formation, l'application présente la cartographie des formations dans un format plus facilement accessible au grand public, géolocalisé et disponible en 7 langues (anglais, arabe, dari, mandarin, pashto, ukrainien et russe). Elle est disponible sur les stores de Google et Apple et sur <a href="http://www.bonjourbonjour.fr">www.bonjourbonjour.fr</a></p> <p>Toute la cartographie en détail consultable également sur :</p>	<p><b>Pop Alpha</b></p> <p><a href="https://reseau-cria.fr/pop-alpha/">https://reseau-cria.fr/pop-alpha/</a></p> <p>Pop Alpha est un projet visant à développer les compétences des acteurs de l'intégration pour accompagner les personnes pas ou peu scolarisées dans l'apprentissage de la langue française. Une mallette pédagogique et des ressources adaptées à l'apprentissage de la langue pour des adultes pas ou peu scolarisés sont mises à disposition.</p> <p><b>Doc en Stock</b></p> <p><a href="mailto:docenstock@illettrisme.org">docenstock@illettrisme.org</a></p>



<p><a href="http://www.intercariforef.org/formations/recherche-formations-dian.html">www.intercariforef.org/formations/recherche-formations-dian.html</a></p> <p><b>Les MOOC de l'Alliance française</b></p> <p>L'Alliance française de Paris Île-de-France a élaboré une collection de MOOC « Vivre en France » allant du niveau A1 au B1 du CECRL, ainsi qu'un MOOC « Vivre et accéder à l'emploi en France » cours de français à visée professionnelle pour les personnes d'un niveau A2-B1 :</p> <p><a href="https://www.fun-mooc.fr/fr/cours/?limit=21&amp;offset=0&amp;query=vivre%20en%20france">https://www.fun-mooc.fr/fr/cours/?limit=21&amp;offset=0&amp;query=vivre%20en%20france</a></p>	<p>Plateforme numérique qui propose un accompagnement pédagogique, des outils et des temps de professionnalisation aux intervenants bénévoles et professionnels de l'apprentissage du français auprès des personnes migrantes. Doc en stock est un projet du réseau des Centres Ressources Illettrisme et Analphabétisme (CRIA).</p> <p><b>Cavilam</b></p> <p><a href="https://accompagner.cavilam.com">https://accompagner.cavilam.com</a></p> <p>Cours en ligne « Accompagner les étrangers primo-arrivants dans leur apprentissage du français » de 15 à 20 heures destiné aux bénévoles qui accompagnent les étrangers primo-arrivants dans leur apprentissage de la langue.</p>
---	--

## 2.2. Renforcer les actions menées en matière d'appropriation des principes et valeurs de la République

Les étrangers qui sollicitent un document de séjour s'engagent désormais, par la souscription d'un **contrat d'engagement à respecter les principes de la République française** (article 46 de la loi *pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration*, codifié aux articles L412-7 à L412-10 ainsi que R412-1 à R412-3 du CESEDA).

À compter de l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 20 de la loi CIAI (au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2026), la délivrance d'une carte de séjour pluriannuelle sera conditionnée par la réussite à un **examen civique**. La passation de l'examen devra ainsi être rendue possible dès la fin de l'année 2025. De même, le **contenu et la pédagogie de la formation civique du CIR** sont en cours de révision afin d'apporter aux étrangers les informations suffisantes pour passer l'examen, dès les prochains marchés de l'OFII (1<sup>er</sup> juillet 2025).

### 2.2.1. Accompagner le public étranger primo-arrivant

L'action 12 du programme 104 peut être mobilisée pour favoriser l'appropriation par les étrangers du fonctionnement de la société française, des droits et devoirs de la vie en France et des principes et valeurs de la République, en complément notamment de la formation civique du CIR et afin de permettre la bonne préparation de l'examen civique.

Ressources pour les étrangers primo-arrivants	
<b>L'application mobile du CIR</b>  Le ministère de l'Intérieur met à disposition des signataires du CIR une application mobile pour préparer et compléter la formation civique du CIR (« la formation civique du CIR »).  Elle permet de tester et renforcer les connaissances avec des quizz et d'approfondir les contenus avec des liens vers les sites internet utiles.  Elle est téléchargeable gratuitement sur les stores Google et Apple.	<b>Le site Ensemble en France et son MOOC</b>  <a href="https://www.ensemble-en-france.org/">https://www.ensemble-en-france.org/</a> est une plateforme de ressources proposée par France Fraternités et cofinancée par la DIAN, avec des contenus de décryptage simple de la société française et des valeurs de la République pour découvrir la France et y vivre au quotidien.  La plateforme propose un parcours de formation pour comprendre la République et ses valeurs avec 50 vidéos sous-titrées en français, anglais, arabe, espagnol, portugais, mandarin, russe, tamoul, farsi et pachto et des exercices en série.

En complément de la formation civique de 4 jours, plusieurs outils sont mis à disposition des professionnels et du public, qu'il convient de faire connaître.

## 2.2.2. Accompagner les agents de l'État et les professionnels

### a) Former les professionnels : le plan Valeurs de la République et Laïcité

Les porteurs de projets (salariés ou bénévoles) soutenus au sein des territoires dans le cadre de la mise en œuvre de la politique d'intégration des étrangers primo-arrivants, sont éligibles à la formation Valeurs de la République et Laïcité (VRL) pilotée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT). Cette formation, gratuite, a pour objet de permettre aux agents publics, aux professionnels et aux bénévoles associatifs de maîtriser les enjeux du principe de laïcité, de mieux comprendre ses modalités d'application et de l'expliquer dans l'exercice de leurs fonctions.

Vous êtes invités à informer largement vos partenaires territoriaux de la disponibilité de cette offre de formation, qui ne pourra que contribuer à la qualité des interventions auprès des étrangers primo-arrivants. Toutes les informations sur le contenu de cette formation, les sessions de formation par territoire, et les modalités d'inscription sont disponibles sur le site internet : <https://formation-laicite.anct.gouv.fr/>.

### b) Outiller les agents publics et les professionnels : les ressources de la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'Intérieur

La direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridiques auprès de l'ensemble des services du ministère de l'intérieur en matière de libertés publiques et individuelles. Le bureau de la laïcité est chargé de fournir aux administrations et au grand public l'expertise juridique sur l'application du principe de laïcité. Vous pouvez le contacter via : [bureau-laicite@interieur.gouv.fr](mailto:bureau-laicite@interieur.gouv.fr)



Tous les documents sont accessibles sur le site de référence,  
<https://www.gouvernement.fr/laicitegouvfr> et notamment :

- Les fiches pratiques
- Les chartes de la laïcité
- La brochure « comprendre la laïcité » du Comité interministériel de la laïcité.

### 3. L'intégration par l'emploi et la mobilisation des acteurs économiques

#### 1. Sur l'élaboration du nouvel accord-cadre État-OFII-RPE :

- Intégrer un volet « insertion professionnelle des étrangers primo-arrivants » dans le cadre des feuilles de routes territoriales des comités territoriaux pour l'emploi.

#### 2. Sur l'engagement des acteurs économiques :

- Renforcer l'action au niveau local pour répondre aux besoins des entreprises par l'accès à l'emploi des étrangers primo-arrivants en mobilisant les représentants du monde économique et en s'appuyant notamment sur les outils de France Travail,
- Renforcer l'information des employeurs sur le recrutement des étrangers ainsi que sur les dispositions de l'article 23 de la loi CIAI du 26 janvier 2024,
- Favoriser l'accès aux offres de service du RPE (réseau pour l'emploi) visant l'employabilité des étrangers primo-arrivants (offre linguistique à visée professionnelle et offre FLE infra A2).

#### 3. Sur l'accès aux dispositifs d'accès à la reconnaissance des diplômes, des qualifications et des compétences :

- Renforcer l'information sur ces procédures.

En 2024 (chiffres OFII au 31 octobre), 59,5 % des étrangers primo-arrivants déclaraient ne pas exercer d'activité professionnelle à la signature du CIR, et la part des femmes parmi ceux déclarant travailler était seulement de 28 %. 39 % des étrangers déclarant souhaiter une activité professionnelle à court/moyen terme étaient inscrits au service public de l'emploi.

L'intégration par l'emploi des étrangers primo-arrivants constitue une priorité affirmée depuis les comités interministériels à l'intégration de 2018 et 2019, se traduisant par un partenariat consolidé avec le service public de l'emploi (SPE) et une meilleure prise en compte de la reconnaissance des acquis de l'expérience et des qualifications obtenus dans le pays d'origine.

**Cette priorité partagée avec le ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles se trouve renforcée par la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 *pour le plein emploi*, qui poursuit l'objectif de proposer un accompagnement plus intensif aux personnes éloignées de l'emploi en assurant une meilleure réponse aux besoins des entreprises. Elle intègre également l'ambition d'une participation accrue des employeurs, consacrée par l'article 23 de la loi *pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration* du 26 janvier 2024, et l'appariement avec les besoins des entreprises, en particulier dans les secteurs en tension.**

Un comité stratégique réuni le 4 mars 2024 avec le ministère du travail et de l'emploi, l'OFII et le RPE a permis de définir de nouveaux engagements en faveur de l'insertion professionnelle des étrangers primo-arrivants dans le cadre d'une feuille de route nationale partagée avec le ministère du travail et le service public de l'emploi (accessible sur la plateforme RESANA).



### 3.1. Articuler les offres de services du réseau pour l'emploi pour l'insertion professionnelle des étrangers primo-arrivants

#### 3.1.1. Accélérer l'entrée dans le parcours d'accompagnement par des échanges de données renforcés entre l'OFII et France Travail

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, les BPI bénéficiaires du RSA et jeunes de moins de 26 ans inscrits en mission locale sont inscrits automatiquement sur la liste des demandeurs d'emploi à France Travail (environ 60 % des signataires de CIR).

Grâce aux travaux d'interconnexion des données entre l'OFII et France Travail, l'objectif programmé est l'inscription automatique de tous les étrangers signataires de CIR déclarant souhaiter travailler dès 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Par ailleurs, le contenu de la formation civique organisée par l'OFII évolue pour tenir compte des exigences imposées par la loi CIAI du 26 janvier 2024, dont son article 20 conditionne la délivrance d'une carte de séjour pluriannuelle à la réussite d'un examen civique. La quatrième journée, organisée en ateliers et spécialisée sur l'accès à l'emploi (bénéficiant actuellement à 66 % des signataires du CIR), ne sera pas maintenue sous son format actuel dans les nouveaux marchés de la formation civique de l'OFII qui entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2025. Parallèlement, France Travail déploiera un module d'information « emploi » articulé avec la formation civique du CIR et adapté aux caractéristiques des bénéficiaires du CIR. Une mise en phase de test démarrera mi-2025 sur plusieurs sites pilotes, avant une généralisation en 2026. Les échanges de données renforcés entre l'OFII et France Travail devront favoriser l'entrée dans un parcours d'accompagnement vers l'emploi dès le démarrage du parcours d'intégration républicaine et l'adaptation de l'offre de service de France Travail.

**La liste des territoires concernés par cette phase de test qui associera les directions territoriales de France Travail et les directions territoriales de l'OFII vous sera communiquée à la fin du premier trimestre.**

#### 3.1.2. Articuler les offres de service pour des parcours d'accompagnement visant à favoriser l'employabilité des étrangers primo-arrivants

L'articulation locale entre les différentes offres de services des acteurs du réseau pour l'emploi (RPE) devra prendre en compte les évolutions de la loi CIAI du 26 janvier 2024 et en particulier le renforcement des exigences linguistiques imposées par l'article 20. Vous veillerez notamment à faire connaître l'offre de service du RPE (offre linguistique à visée professionnelle et offre FLE infra A2) dès la signature du CIR et à mobiliser les compétences des collectivités territoriales dans le cadre, notamment, des comités régionaux pour l'emploi.

Vous veillerez, par ailleurs, à mobiliser les acteurs de l'offre de repérage et de remobilisation (O2R) financée par le ministère travail et de l'emploi à destination des étrangers primo-arrivants éloignés de l'emploi et en particulier les femmes étrangères primo-arrivantes dont l'accès à l'emploi est rendu plus difficile.

Les actions d'accompagnement à l'emploi financées par le programme 104 devront prendre en compte les caractéristiques des bénéficiaires du CIR et les tensions de recrutement sur les territoires, en complémentarité avec l'offre d'accompagnement de droit commun mobilisable sur le territoire. Le périmètre de ces actions pourra notamment couvrir :

- **des actions de formation professionnelle intégrant de la formation linguistique à visée professionnelle ;**

- des actions d'accompagnement à l'entrepreneuriat ;
- des actions d'intermédiation visant à favoriser l'appariement avec les employeurs, particulièrement dans les métiers en tension ;
- des actions de mentorat par la constitution de binômes salariés d'entreprises et bénéficiaires ;
- des actions d'accompagnement à l'emploi des femmes étrangères primo-arrivantes. Pour ces actions une attention devra être portée sur les dispositifs intégrant des modalités de garde d'enfants. Les enjeux de reconnaissance des qualifications particulièrement prégnants pour les femmes étrangères primo-arrivantes (38 % des femmes signataires du CIR sont diplômées du supérieur, 27 % des hommes) pourront être également pris en compte ;
- des actions portées par le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) lorsqu'elles intègrent des modalités d'accompagnement spécifiques aux caractéristiques des étrangers primo-arrivants.

### 3.1.3. Décliner les travaux de renouvellement de l'accord-cadre État-OFII-RPE

L'accord-cadre national signé le 1<sup>er</sup> mars 2021 entre l'État (DGEF, DGEFP, l'OFII et le SPE) pour une durée de 5 ans est valable jusqu'au 28 février 2026.

**Le bilan de cet accord-cadre, élaboré avec le concours de la DGEFP et de France Travail, sur la base des bilans territoriaux, sera transmis au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2025.**

Le nouvel accord national devra tenir compte des évolutions de la mise en œuvre de la loi *pour le plein emploi* du 18 décembre 2023 et de la création du nouveau réseau pour l'emploi (RPE) et des comités territoriaux pour l'emploi. Il s'appuiera sur la nouvelle offre de services de France Travail.

**Un nouvel accord national définissant les axes stratégiques prioritaires pour l'accès à l'emploi des étrangers primo-arrivants et la définition d'indicateurs communs devrait être avalisé par le Comité national pour l'emploi (CNE) au cours du premier semestre 2025.** Durant la phase de transition de ce nouveau cadre national, des avenants de prolongation des accords départementaux peuvent être signés.

Le CNE définit les orientations et stratégies au niveau national qui sont adaptées par les comités régionaux pour l'emploi (CRPE) et départementaux (CDPE) en tenant compte des remontées locales par les comités locaux (CLPE). Ces derniers jouent donc un rôle crucial dans la mise en œuvre de la loi *sur le plein emploi*, en définissant des priorités d'action en fonction des besoins spécifiques de chaque territoire.

Aussi, les feuilles de route territoriales définies dans le cadre des CLPE et CDPE devront-elles intégrer les besoins spécifiques des étrangers primo-arrivants ainsi que dans les actions opérationnelles qui seront issues des diagnostics territoriaux.

C'est pourquoi, il est impératif que le **partenariat local entre les directions territoriales de l'OFII et les acteurs du RPE soit pleinement structuré et consolidé.**

**Deux nouveaux indicateurs de performance pour la mesure de l'insertion professionnelle des étrangers primo-arrivants ont été définis dans le PAP (projet annuel de performances) 2025 du programme 104 :**

**- Part des signataires du CIR ayant déclaré rechercher un emploi lors du premier entretien à l'OFII, inscrits à France Travail la même année que la signature du CIR (cible de 95 % en 2025) ;**



- Part des signataires du CIR inscrits à France Travail ayant accédé à un emploi d'au moins un mois le semestre suivant (cible de 35 % en 2025).

## 3.2. Renforcer l'engagement des entreprises en faveur de l'inclusion économique des étrangers primo-arrivants

Les tensions de recrutement sont prégnantes et touchent de nombreux secteurs alors que le taux de chômage des EPA reste élevé (2 fois plus élevé que celui de l'ensemble de la population<sup>2</sup>). Une animation nationale des têtes de réseau des acteurs économiques a été impulsée le 6 mars 2024 sous l'égide de la DGEFP et de la DGEF, en collaboration avec France Travail, la Diar et le GIP « Les entreprises s'engagent ». Elle vise à renforcer l'engagement des entreprises pour le recrutement et l'inclusion des étrangers primo-arrivants, et à mieux répondre à leurs besoins d'information et d'accompagnement dans cette démarche.

### 3.2.1. Renforcer l'information des employeurs

Dans l'objectif de rassurer les employeurs, **l'information des entreprises et l'accompagnement des employeurs sur le cadre légal, les leviers et les opportunités pour le recrutement des étrangers primo-arrivants dont les BPI doivent être favorisés** en s'appuyant notamment sur les clubs d'entreprise de la communauté « Les entreprises s'engagent » et les chambres consulaires. À cet effet, vous veillerez notamment à mobiliser l'offre « France Travail pro ».

En association avec la DGEFP, France Travail, la Diar, le GIP « Les entreprises s'engagent », et avec la contribution de la direction de l'immigration (DIMM) de la DGEF, la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité a réalisé deux documents d'information à destination des entreprises intitulés « recruter une personne étrangère présente en France ». **Ces flyers sont accessibles sur le site intranet de la DGEF et sur la plateforme RESANA** et complétés d'une FAQ : n'hésitez pas à les diffuser.

**L'article 23 de la loi CIAI du 26 janvier 2024** modifie le code du travail en instaurant une contribution de l'employeur à la formation linguistique de ses salariés allophones. Les décrets d'application de cet article ont été publiés au JO du 30 décembre 2024 :

Décret n° 2024-1243 du 30 décembre 2024 relatif aux formations de français langue étrangère à destination des salariés allophones :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050871726>

Décret n° 2024-1245 du 30 décembre 2024 relatif aux modalités de réalisation des actions de formation de français langue étrangère à destination des salariés allophones :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050871772>

**La mise en œuvre de ces textes devra être accompagnée par une communication adaptée auprès des entreprises, en mobilisant les acteurs économiques (chambres consulaires, partenaires sociaux, fédérations d'employeurs, clubs d'entreprises) appuyée par la DGEFP et la DGEF.**

<sup>2</sup> DSED – Ministère de l'Intérieur – Enquête Elipa 2.

### 3.2.2. Favoriser l'appariement avec les besoins des entreprises dans les métiers en tension

**Le programme HOPE ne sera pas reconduit dans son format actuel en 2025.** Si, sur le plan qualitatif les taux de sortie positive en emploi et en logement sont satisfaisants et ont pu répondre aux besoins des entreprises partenaires du programme, ce dispositif peine chaque année à se rapprocher de l'objectif fixé pour un coût d'intervention publique très important en dépit d'une forte mobilisation des services déconcentrés de l'État et des opérateurs. Pour l'avenir, des réflexions ont été engagées par la DGEFP et la DGEF visant à capitaliser sur les atouts de la démarche HOPE (mobilisation et financements des OPCO, formations métiers intégrant du FLE, appariement avec les besoins des secteurs en tension et engagement des entreprises), tout en prenant en compte ses limites (hébergement systématique, rôle exclusif de l'AFPA, difficultés de sourcing). Ces réflexions portent notamment sur une plus grande flexibilité permettant une connexion plus fluide avec les besoins des entreprises et la mobilisation des outils de droit commun (POEC et POEI) pour la construction de parcours adaptés aux spécificités du public BPI (ou plus largement étranger primo-arrivants). **Les parcours de formation HOPE se poursuivront jusqu'à l'été 2025, les entrées dans le programme HOPE ayant pris fin au 31 décembre 2024.**

Ces réflexions alimentent la **démarche menée sous l'impulsion conjointe de la ministre chargée du travail et de l'emploi et du ministre d'État, ministre de l'intérieur**, pour renforcer l'action au niveau local afin de convaincre et d'accompagner les entreprises dans leur décision de recrutement en capitalisant sur les initiatives pour l'accès à l'emploi des étrangers primo-arrivants. L'objectif est de répondre aux besoins des entreprises en tension de recrutement en favorisant l'accès à ces métiers aux étrangers primo-arrivants, vivier de compétences et d'expérience sur les territoires.

Vous veillerez également au déploiement opérationnel, en lien avec les directions territoriales de l'OFII, des expérimentations menées avec France Travail pour l'accompagnement de signataires du CIR dans des secteurs en tension, capitalisant ainsi sur la méthode JOP 24 (testées en Île-de-France depuis janvier 2025).

L'application « **Travailler en France** » de France Travail, qui permet une mise en relations des étrangers primo-arrivants avec les employeurs dans les métiers qui recrutent et traduite en plusieurs langues, est disponible en store public depuis janvier 2025.

### 3.2.3. Engager les entreprises dans une démarche d'exemplarité pouvant avoir un effet d'entraînement au niveau national

Faisant suite aux engagements portés par la France dans le cadre du dernier Forum Mondial des Réfugiés, une démarche menée conjointement avec le HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) et associant la DGEFP, France travail, la Diar, la DGE et des représentants du monde économique (LESE, MEDEF, CCI France notamment) vise à créer un prix valorisant l'engagement des entreprises en faveur de l'intégration professionnelle des personnes réfugiées. Le règlement ainsi que le plan de communication et de déploiement de ce prix vous seront communiqués à fin du premier semestre 2025. **Vous veillerez à en assurer le relais local en mobilisant les acteurs économiques.**

## 3.3. Favoriser l'accès aux dispositifs d'accès à la reconnaissance des diplômes, des qualifications et des compétences

Le rapport de l'OCDE intitulé « *Améliorer l'évaluation, la reconnaissance, et la validation des qualifications et des compétences des bénéficiaires de la protection temporaire d'Ukraine en France* », publié en juillet 2024, souligne que l'amélioration du système d'évaluation et de reconnaissance des diplômes acquis à



l'étranger pourrait permettre à un nombre significatif d'étrangers primo-arrivants d'accéder à un emploi correspondant à leurs compétences. Pour répondre à ces recommandations, un plan d'action a été élaboré par la DIAN en concertation étroite avec ses partenaires (DGEFP, France Travail, ENIC-NARIC – France Éducation International).

Ce plan d'action s'appuie sur plusieurs axes d'intervention :

- **Renforcer l'information sur les procédures en s'appuyant sur les opérateurs et les acteurs du service public de l'emploi ;**
- **Favoriser l'accès aux dispositifs de VAE de droit commun par une information ciblée.**

La loi du 21 décembre 2022 *portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi* a marqué une étape importante dans la transformation de la procédure de VAE, en agissant sur trois axes majeurs : simplification de la procédure, sécurisation des parcours et modernisation du dispositif. Depuis le début de l'année 2024, avec l'entrée en phase opérationnelle de la réforme de la VAE, le « service public de la Validation des Acquis de l'Expérience » est devenu l'unique portail pour être accompagné dans l'ensemble des démarches d'accès à VAE.

Le Centre [ENIC NARIC France](#) joue le rôle de centre d'information en France pour la reconnaissance académique des diplômes étrangers. Il délivre, après évaluation, une attestation de comparabilité du diplôme étranger par rapport au système d'enseignement français. Cette évaluation est gratuite pour les BPI et BPT. Il a également pour mission d'orienter et d'informer sur le système d'enseignement supérieur français et ses diplômes ainsi que sur les professions réglementées (pour lesquelles il n'est pas habilité à délivrer des attestations de comparabilité) : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R38515>.

## 4. Le programme AGIR

- 1. Une file active nationale de 25 000 BPI accompagnés en moyenne en 2025 et un pilotage resserré des files actives départementales :**
  - Assurer le respect des plafonds départementaux grâce à une concertation accrue entre les DT OFII et les opérateurs AGIR et prenant en compte la spécificité de chacun des départements notamment au regard des cibles fixées ;
  - Les modalités de gestion de la file d'attente seront précisées dans une instruction *ad hoc*.
- 2. Renforcer la gouvernance locale du dispositif :**
  - Mettre en place une conférence de coordination régionale des services de l'État et des opérateurs AGIR pour créer un espace d'échange des bonnes pratiques, résoudre les difficultés et améliorer les résultats et la progression des taux de sorties positives.
- 3. Sécuriser les procédures budgétaires et comptables et les pistes d'audit FAMI :**
  - Mettre en place un suivi des bons de commande et de transmission des factures ;
  - Faire le lien avec la mission AGIR de la SDIE pour disposer des crédits dès la transmission des factures, en fonction des reliquats, et anticiper le risque d'intérêts moratoires.
- 4. FAMI :** avoir une vigilance accrue quant au respect par les DDETS(PP) et les opérateurs AGIR de leurs obligations en termes de remontées d'informations *via* le SI AGIR et de dépôts sur RESANA de toutes les pièces justificatives requises.

En 2024, le programme AGIR a été généralisé à l'ensemble du territoire hexagonal à l'exception de la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis, où il sera mis en œuvre au premier semestre 2025. La mise en service, à l'automne 2024, du nouveau SI AGIR a permis de fiabiliser encore davantage le suivi des indicateurs de mise en œuvre du programme. La nouvelle comitologie mise en place à la fin de l'automne avec les grands réseaux nationaux d'opérateurs AGIR (réunion multilatérale et dialogues de gestion opérationnels, dont les conclusions ont été partagées avec les services de l'État territorial) a permis de mieux partager les diagnostics et d'identifier des leviers d'amélioration des résultats d'AGIR.

À compter de juillet 2024, pour tenir compte du contexte budgétaire et préserver la soutenabilité du programme et l'achèvement de son déploiement, des mesures de régulation ont été mises en place pour stabiliser la file active des BPI accompagnés en dessous d'un plafond de 25 000 personnes en moyenne annuelle à fin 2024, qui se décline en 2025 en plafonds départementaux avec une cible intermédiaire à fin mars 2025 (cf. Zoom du DGEF du 31 décembre 2024). Afin d'y parvenir, le public éligible a été recentré sur les BPI les plus vulnérables et en besoin avéré d'un accompagnement global vers l'accès aux droits, l'emploi/la formation ou le logement, et ne disposant pas de dispositifs d'accompagnement comparables au titre du droit commun (DNA, France Travail, accompagnement départemental des BRSA).

Dans ce cadre, en 2025, le programme AGIR devra stabiliser ses dispositifs de pilotage des files actives départementales tout en sécurisant sa chaîne budgétaire et comptable, et renforcer ses dispositifs de gouvernance régionale pour optimiser ses résultats en matière d'intégration durable des BPI éligibles. La préparation du renouvellement prochain de son accord-cadre national sera également engagée, en réfléchissant aux leviers à mobiliser pour perfectionner encore davantage ses dispositifs.



## 4.1. Un impératif de pilotage des files actives départementales et de sécurisation de la chaîne budgétaire et comptable

Au 31 décembre 2024, 92 marchés subséquents avaient été notifiés, soit 89 départements (sur 94) dans lesquels le programme est opérationnel, pour un total de près de 23 000 BPI accompagnés en file active.

La communication, fin décembre 2024, de cibles départementales plafonds calculées sur la base de paramètres objectifs (flux de BPI, tensions dans l'accès à l'emploi et au logement, tensions dans les centres d'hébergement et de premier accueil) doit permettre aux opérateurs de trouver le bon dimensionnement de leur dispositif et à l'OFII, en concertation avec ces derniers, de définir un rythme des orientations de BPI éligibles permettant d'atteindre la valeur cible de la file active au 31 mars 2025, si nécessaire en assouplissant les critères d'éligibilité. Ces cibles intermédiaires au 31 mars 2025 ont été créées compte tenu de l'absence de loi de finances initiale (période dite des services votés). Le Zoom précité a également communiqué les files actives prévisionnelles au 31 décembre 2025.

Le respect de ces plafonds départementaux 2025, qui restent sujets à confirmation après l'adoption de la loi de finances, repose sur plusieurs facteurs de succès qu'il convient de relever :

- **La mise en place d'un véritable pilotage des orientations** concerté entre la DT de l'OFII territorialement compétente et l'opérateur AGIR départemental, la gestion des files d'attente et, pour les départements en phase de montée en puissance, le possible desserrement qui pourrait s'avérer nécessaire vis-à-vis des critères d'éligibilité stricts. **Ainsi, l'opérateur AGIR devient-il co-responsable de la gestion de sa file active en cohérence avec les cibles définies pour l'année 2025 ;**
- **Une mise en œuvre différenciée selon le positionnement de chaque département vis-à-vis de sa cible de file active :**
  - dans les départements ayant une file active en deçà de la cible 2025 (soit qu'ils soient encore en montée en charge, soit que les mesures de régulation aient conduit à une baisse trop forte de leur file active), les orientations se feront selon les besoins pour atteindre la cible intermédiaire à fin mars 2025 puis le plafond 2025, si nécessaire en assouplissant, à titre exceptionnel, l'application stricte des critères de vulnérabilité ; **une fois la cible atteinte, le mode de fonctionnement sera « une sortie = une entrée » ;**
  - dans les départements ayant dépassé leur cible 2025, les orientations redeviennent possibles à compter de la fin du régime des services votés, dans un rythme « deux sorties = une entrée » **et en appliquant strictement les critères de vulnérabilité ;** puis une fois la cible atteinte, le mode de fonctionnement sera « une sortie = une entrée » ;
- **Des modalités de gestion des files d'attente**, qui feront l'objet d'une instruction spécifique adressée à l'OFII et aux services déconcentrés de l'État.

Par ailleurs, dans le contexte budgétaire actuel, il convient également de sécuriser davantage la chaîne budgétaire et comptable du programme AGIR, en lien avec les travaux engagés à l'automne 2024 avec la DRFIP Île-de France sur le système des bons de commande. Une instruction spécifique sera adressée en ce sens au cours du premier semestre 2025.

## 4.2. Une gouvernance locale renforcée garante de la réussite du programme

L'achèvement prochain du déploiement du programme AGIR à l'échelle de l'ensemble des départements hexagonaux (hors Corse) rend d'autant plus important le renforcement des dispositifs de pilotage du programme et la bonne articulation entre la gouvernance départementale, la gouvernance

régionale –qui doit continuer à monter en puissance –et le rôle d'accompagnement de la mission AGIR de la SDIE à l'échelle nationale.

**Il s'agit en effet d'améliorer encore les taux de sortie positive du programme, en partageant notamment les bonnes pratiques et en tirant toutes les potentialités des prestations 1 et 2, qui s'enrichissent mutuellement.** La mesure des sorties positives a été modifiée pour prendre en compte les sorties du programme AGIR pour les BPI ayant bénéficié d'au moins 6 mois d'accompagnement. Pour un programme qui s'inscrit dans la durée, les taux de sortie positive progressent en effet avec le temps. Les baromètres seront modifiés en ce sens d'ici la fin du premier semestre 2025.

Au niveau national, ce taux de sortie positive était en décembre 2024, pour les BPI accompagnés depuis au moins 6 mois :

- 39 % en emploi et en logement pour les BPI accompagnés sur ces deux dimensions ;
- 44 % en emploi/formation après avoir été accompagnés pour cette dimension ;
- 65 % dans le logement après avoir été accompagnés pour cette dimension.

#### 4.2.1. Généraliser les dispositifs de pilotage régional du programme

**Pour répondre à l'enjeu de garantir une mise en œuvre opérationnelle du programme AGIR harmonisée, et capitalisant sur les bonnes pratiques existantes pour continuer d'améliorer les résultats obtenus et mieux les valoriser, le pilotage régional du programme AGIR doit être renforcé.**

Ainsi, dans les régions où cela n'est pas encore le cas, il vous est demandé de réunir chaque semestre une conférence de coordination régionale des services départementaux et des opérateurs AGIR, afin de disposer d'un espace de discussion et d'échange de bonnes pratiques permettant d'identifier et de résoudre les difficultés rencontrées. Le cas échéant, cette instance régionale pourra mobiliser les observatoires régionaux existants pour affiner les diagnostics et identifier des leviers d'amélioration des résultats. La conférence régionale coordonnera également les initiatives locales visant à valoriser les parcours d'intégration réussis et les réussites du programme, avec une attention particulière aux prescriptions diverses découlant de la labellisation du programme au fonds européen FAMI (logos, identité visuelle, cf. plateforme RESANA). La conférence régionale partagera également les bonnes pratiques départementales en matière de coordination des initiatives locales, y compris celles des collectivités territoriales, que cela se fasse ou non dans le cadre formel d'un contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI).

Par ailleurs, compte tenu de la création de listes d'attente conduisant à communiquer, chaque mois, un délai moyen d'entrée dans le programme AGIR, pour garantir la prise en charge des BPI en besoin d'accompagnement et les équilibres économiques des opérateurs AGIR, vous pourrez, si le besoin se présente, envisager des modalités régionales de mobilité permettant de proposer aux BPI en attente dans un département d'être réorientés vers un autre département présentant des délais d'entrée dans AGIR plus favorables.

Ces instances régionales continueront de bénéficier de l'appui de la DIAN, qui actualise au premier trimestre 2025 le *Guide pratique AGIR* pour y inclure, notamment, des précisions relatives aux nouvelles modalités d'orientation définies à l'été 2024, aux nouveaux critères d'éligibilité qui en découlent, à la définition des sorties du programme ainsi qu'aux modalités de gestion budgétaire et comptable et d'exécution des marchés subséquents. Un webinaire, de présentation de la nouvelle doctrine qui en découle, sera organisé dans le courant du premier trimestre 2025.

Par ailleurs, les recommandations découlant des travaux de la comitologie régionale pourront utilement alimenter le chantier du nouvel accord-cadre national, engagé fin 2024. Celui-ci doit aboutir à la notification d'une nouvelle version de l'accord-cadre national à échéance de la fin du premier semestre 2025, à la suite de quoi, selon un calendrier qui sera communiqué à l'été 2025, les départements



approchant d'un troisième renouvellement du marché subséquent seront invités à relancer, en lien avec leur PFRA, une nouvelle procédure de marché.

Le pilotage régional du programme AGIR devra également veiller à la cohérence de l'articulation entre les dispositifs d'accompagnement des BPI dans AGIR et ceux proposés pour les BPI non éligibles à AGIR dans le cadre des AAP régionaux et départementaux. La coopération entre les acteurs mise en œuvre au titre de la prestation 2 d'AGIR, et les nouvelles modalités d'orientation vers le programme AGIR, pourront conduire à identifier des initiatives à destination des BPI hors AGIR, qu'il s'agisse du droit commun ou de dispositifs spécialisés le cas échéant.

#### 4.2.2. Des attendus plus rigoureux en matière de suivi, de procédure budgétaire et comptable et de piste d'audit

Dans le cadre très contraint du début de gestion 2025, une attention toute particulière et une vigilance accrue vous sont demandées dans le suivi et la consommation des crédits qui vous sont délégués.

Dans cette perspective, pour chaque marché subséquent départemental, afin de garantir la continuité de la mise en œuvre du programme AGIR :

- **Vous veillerez à renouveler les bons de commande arrivant à échéance bien en amont de la date d'échéance du bon de commande**, sur la base des éléments que vous aurez sollicités et reçus de la mission AGIR (notamment la durée du nouveau bon de commande et le nombre d'accompagnements à y inscrire). **À cette fin, vous mettrez en place un suivi des bons de commande précis permettant d'anticiper le calendrier de leur renouvellement.** Courant 2025, afin de faciliter le suivi budgétaire et comptable du programme, les bons de commande seront progressivement recalés sur des mois civils ainsi que sur l'année civile.
- **Pour le paiement des factures, vous veillerez à réduire les délais de transmission par les opérateurs AGIR.** Vous veillerez également à la conformité des factures transmises et à la complétude des éléments d'information complémentaires requis, notamment les tableaux de suivi permettant d'objectiver *ex-post* le nombre de BPI accompagnés chaque trimestre. Tant au niveau départemental qu'au niveau régional, vous ferez remonter vos besoins en CP à la mission AGIR de la SDIE en indiquant le montant des reliquats qui seront déduits des délégations demandées.

Par ailleurs, il est attendu de votre part une vigilance accrue quant au respect par les opérateurs AGIR de leurs obligations aussi bien en termes de remontées d'informations *via* le SI AGIR qu'en termes de disponibilité des pièces comptables permettant de sécuriser la piste d'audit en cas de contrôle pour la mise en paiement de la subvention FAMI.



## 5. L'accès aux droits des étrangers primo-arrivants

### 1. Pour l'ouverture des droits :

- Favoriser l'accès aux droits sociaux en renforçant le partenariat avec l'ensemble des services publics et organismes privés de votre territoire ;
- Veiller à poursuivre la diffusion des flyers spécifiques sur les documents provisoires produits par l'ANEF (administration numérique pour les étrangers en France) ;
- Identifier les besoins de formation et de partage d'information sur l'accès aux droits qui peuvent être soutenus par la DGEF.

### 2. Pour l'accès aux soins :

- Valoriser les actions sur l'interprétariat en santé, en faisant notamment remonter les bonnes pratiques territoriales qui pourraient être capitalisées et essaimées ;
- Mobiliser les crédits du droit commun et du programme 104 sur les actions dédiées à l'information et l'accès aux soins et les actions d'accompagnement en santé mentale.

### 3. Pour l'accompagnement des femmes étrangères victimes de violences sexistes et sexuelles :

- Favoriser l'accès aux dispositifs d'accompagnement pour ce public par une information ciblée et renforcée.

### 4. Pour l'accès à la mobilité :

- Recenser l'offre d'aides à la mobilité existante.

Le travail sur l'accès aux droits des étrangers doit s'inscrire territorialement dans la mise en œuvre de l'axe 3 du Pacte des solidarités 2023-2027 « *Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits* » en prenant en compte leurs besoins spécifiques. Le parcours d'intégration doit ainsi permettre de lever tous les freins pour favoriser l'accès aux droits sociaux des publics les plus vulnérables.

### 5.1. Renforcer l'accès aux droits des étrangers primo-arrivants et favoriser la transition entre les statuts de demandeur d'asile et de bénéficiaire de la protection internationale

Dans le cadre du déploiement de l'ANEF (administration numérique pour les étrangers en France), une attestation de prolongation d'instruction (API) remplace le récépissé délivré aux étrangers primo-arrivants dans l'attente de la délivrance du titre de séjour. Il est important d'accompagner cette transition.

Un **groupe de travail interministériel**, piloté par la DGEF, vise à concevoir les actions pertinentes pour lever les freins identifiés dans l'accès aux droits et le parcours d'intégration des nouveaux bénéficiaires de la protection internationale (BPI), ayant accès aux droits dès l'obtention de leur statut, mais qui pourra servir également à l'ensemble des étrangers primo-arrivants. Ce groupe de travail mobilise les représentants d'une vingtaine d'administrations, opérateurs publics et organismes de protection sociale. Un bilan de ces actions vous sera communiqué au cours du premier semestre 2025.

**Dans ce cadre et depuis janvier 2025, la délivrance de la carte de résident pour les BPI a été facilitée, en leur permettant d'obtenir la carte de résident sans attendre la reconstitution de leur état civil par l'OFPRA et ainsi d'ouvrir l'ensemble de leurs droits avant la fin de leur première API. Il est important de veiller à la bonne diffusion de cette information auprès de l'ensemble des partenaires du territoire.**



Ce travail interministériel pour accélérer l'ouverture des droits des BPI et prévenir les ruptures dans le parcours d'intégration peut être utilement renforcé et décliné dans chaque territoire afin d'identifier de manière concrète les irritants subsistants, en les signalant le cas échéant aux correspondants régionaux, et en identifiant les solutions à mettre en place par chaque opérateur : agences France Travail, CAF, CPAM, missions locales, acteurs sociaux, directions départementales des finances publiques, collectivités et si nécessaire des opérateurs privés comme les banques ou les organismes de téléphonie mobile.

Afin d'améliorer la connaissance des documents provisoires édités par l'ANEF, un support de communication synthétisant les droits associés à chaque type API a été réalisé par la DGEF en octobre 2023. Deux flyers sont disponibles, dont un dédié spécifiquement aux documents provisoires pour les réfugiés. La reconnaissance par tous les acteurs de ces justificatifs dématérialisés et sécurisés est primordiale pour les étrangers en France.

**Ces flyers sont accessibles sur le site [intranet de la DGEF](#) (rubrique Actualités) et sur la plateforme RESANA.**

Des webinaires sur l'accès aux droits des BPI, et plus largement des étrangers primo-arrivants, peuvent être organisés par les DREETS avec l'appui de la DIAN.

À titre d'exemple, la DREETS PACA a entrepris une démarche *Lab accès aux droits*, pilotée au niveau régional, visant à identifier les difficultés en matière d'accès aux droits par le public étranger et réfugié. Ce groupe de travail réunit les opérateurs AGIR, les opérateurs de la réinstallation, les DDETS(PP) et certains services, tels que la CAF ou la CPAM. Un webinaire a été organisé avec l'intervention des trois directions de la DGEF. Une FAQ est en cours d'élaboration par la DGEF, sur la base de ces webinaires. Ce document sera partagé sur la plateforme RESANA.

## 5.2. Renforcer l'accès à la santé et notamment la santé mentale

La santé est un droit universel et un facteur fondamental d'intégration dans la société d'accueil. Le parcours d'exil et les violences qui y sont souvent associées peuvent fortement affecter la santé physique et mentale des étrangers primo-arrivants et nécessitent un accompagnement dédié, notamment pour les publics les plus vulnérables. De plus, la méconnaissance du système de santé et la maîtrise limitée de la langue peuvent venir entraver l'accès effectif aux soins.

Le comité interministériel à l'intégration du 5 juin 2018 (C2I) et le plan « Vulnérabilités » du 28 mai 2021 ont fixé pour objectifs prioritaires d'améliorer l'accès aux soins grâce à la mobilisation du droit commun et à la mise en œuvre de dispositifs dédiés. Dans cette perspective, les crédits du programme 104 doivent être consacrés en partie à des actions dédiées à l'information et à l'accès aux soins ainsi qu'aux actions d'accompagnement en santé mentale, en complément de la mobilisation du droit commun.

L'interprétariat en santé est un outil essentiel en termes d'accès à la prévention et aux soins de santé et d'accompagnement en santé mentale des étrangers primo-arrivants. Aussi, vous pouvez valoriser les actions sur l'interprétariat en santé, en faisant notamment remonter les bonnes pratiques territoriales qui pourraient être capitalisées et essaimées.

Dans le cadre de l'objectif d'information sur l'accès aux soins des publics étrangers primo-arrivants, le ministère de la santé et le ministère de l'intérieur ont mis à jour, en 2023, un document d'information remis par l'OFII aux étrangers primo-arrivants lors de la signature de leur contrat d'intégration républicaine. **Ce « feuillet santé » a pour objectif d'apporter les premières informations utiles pour l'accès aux soins et la prise en charge des frais de santé.** Rédigé en français facile, il est également disponible en version multilingue. **Il est téléchargeable [sur le site internet de la DGEF, rubrique outils de communication](#), et est disponible sur la plateforme RESANA dans la rubrique Outils.**

La formation des professionnels de santé sur les spécificités du public étranger primo-arrivant, notamment dans le domaine de la santé mentale ou du repérage et de la prise en charge de victimes de violences basées sur le genre, est un facteur essentiel pour l'intégration.

Des actions d'accompagnement adapté en santé mentale, en particulier le repérage et la prise en charge des psycho-traumatismes liés au parcours d'exil sont à développer. La DIAN prévoit de réaliser une fiche outil sur la santé mentale à destination des formateurs de la formation civique.

L'association The Ink Link a par exemple publié en septembre 2023 un guide intitulé « *Des images pour en parler, aborder les souffrances psychiques des bénéficiaires de la protection internationale* » à destination des travailleurs sociaux. Ce guide est mis à disposition sur la plateforme RESANA.

### 5.3. Favoriser l'accès aux dispositifs d'accompagnement pour les femmes étrangères victimes de violences sexistes et sexuelles

L'accès aux droits et à la protection des femmes étrangères primo-arrivantes victimes de violences sexistes et sexuelles, notamment conjugales et victimes de la traite des êtres humains et du système prostitutionnel, peut être rendu plus difficile du fait de la méconnaissance des dispositifs, du système administratif français et de leur faible maîtrise de la langue. Par ailleurs, les femmes bénéficiaires de la protection internationale peuvent faire l'objet de vulnérabilités accrues du fait de violences sexistes et sexuelles subies dans leur pays et durant leur parcours d'exil.

**Une fiche-outils sur les violences faites aux femmes**, destinée aux formateurs de la formation civique du CIR, a été élaborée avec les contributions et expertises du Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE) de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et de la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF). Vous veillerez, en lien avec la direction territoriale de l'OFII, à la bonne connaissance de cet outil par les organismes de formation et, plus largement, les opérateurs et acteurs associatifs. Elle est mise à votre disposition sur la plateforme RESANA dans la rubrique Outils. L'information sur les dispositifs nationaux (3919, [plateforme arretonslesviolences.gouv.fr](https://plateforme.arretonslesviolences.gouv.fr)) et associations spécialisées doit être favorisée pour un meilleur accès aux dispositifs d'accompagnement pour ce public.

À titre d'illustration, le partenariat local entre la DT OFII de Créteil et le CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) est axé sur des actions de formation auprès des auditeurs de l'OFII et d'intervention auprès du public signataire du CIR. Par ailleurs, la signature de chartes sur le modèle de celles impulsées par la direction de l'asile de la DGEF (visant à faciliter le repérage, la prise en charge et la protection des femmes demandeuses d'asile et réfugiées victimes de violence ou de la traite des êtres humains) est à encourager (Chartes signées à Marseille et Bordeaux et en cours sur d'autres territoires).

#### Le projet « Ambassadrices de l'égalité »

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027 « Toutes et tous égaux », le projet « **Ambassadrices de l'égalité** », porté par la **Ligue de l'enseignement** et co-piloté par la **DIAN et le service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE/DGCS)** se déploie dans cinq départements en 2025 : **la Corrèze, la Dordogne, la Haute-Savoie, la Nièvre et l'Isère**. À l'issue du bilan d'impact de cette expérimentation prévu à l'automne 2025, le projet pourrait être essaimé dans d'autres territoires. Il est attendu de l'État local de favoriser la mise en relation des différents partenaires dans les territoires concernés (DT OFII, opérateur AGIR, DRDFE et DDFE, associations locales, opérateurs

locaux de la Ligue de l'enseignement, etc.) et de contribuer à la valorisation du projet (des éléments de communication ont été transmis en début d'année 2025.).

#### 5.4. Favoriser l'accès à la mobilité

L'accès à une mobilité autonome joue un rôle clé dans l'accès à l'emploi, aux droits, à la santé, à la culture et aux divers services publics indispensables à l'intégration des étrangers. De nombreux dispositifs sont mis en place pour favoriser la mobilité des personnes en situation précaire et des étrangers, notamment par le biais de plateformes dédiées à la mobilité, d'auto-écoles solidaires, de formations en français et de prêts de véhicules. La SDIE mettra en place au cours du premier semestre un outil permettant de référencer ces bonnes pratiques, afin de favoriser leur essaimage.

Une **fiche détaillant les démarches de reconnaissance et d'échange des permis de conduire étrangers, ainsi que les modalités d'obtention d'un permis de conduire français** pour les bénéficiaires de la protection internationale, est mise à disposition sur la plateforme RESANA et sera actualisée courant 2025. Cette fiche devra être largement diffusée auprès de tous les opérateurs.

## 6. Le sport, la culture et le vivre ensemble

1. **Renforcer la communication sur le dispositif Volont'R et les actions de parrainage/mentorat et collaborer de manière étroite avec les DRAJES** et l'ensemble de l'État local pour mobiliser des jeunes volontaires et atteindre les objectifs.
2. **Soutenir les projets visant à favoriser l'accès aux établissements culturels et aux pratiques artistiques**, via la diffusion de l'appel à projets « Action culturelle et langue française » et l'incitation à la mobilisation des partenariats avec le CMN et le MNHI.
3. **Favoriser la pratique sportive des étrangers comme support de rencontre et d'immersion dans la société d'accueil.**

Les actions visant à favoriser les échanges et le partage entre la société d'accueil et les étrangers primo-arrivants, comme les projets visant à mettre en lumière la contribution des étrangers à la société, doivent être soutenus.

Ils permettent en effet de favoriser les démarches d'intégration (socialisation, valorisation des compétences, ouverture sur la société française, etc.), mais également de consolider l'apprentissage de la langue française réalisé notamment dans le cadre du CIR.

### 6.1. Les actions menées en matière de vivre ensemble

#### 6.1.1 Le programme Volont'R

Le programme national de service civique Volont'R propose à des jeunes âgés de 16 à 25 ans (et jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap), de réaliser des missions de service civique au sein d'associations ou de collectivités territoriales. Il vise à renforcer l'intégration des jeunes réfugiés et primo-arrivants dans la société française et à contribuer à changer le regard des jeunes sur les migrations.

En 2025, l'objectif est de mobiliser 500 jeunes étrangers sur le dispositif. La communication sur le programme devra être accentuée afin de mobiliser plus largement les prescripteurs et les opérateurs du service civique et diversifier les missions proposées. **À ce titre, une collaboration étroite avec les DRAJES est encouragée.**

Les crédits de l'action 12 du programme 104 sont mobilisés pour financer l'ingénierie de l'accompagnement des jeunes réfugiés et autres étrangers éligibles en service civique (cours de français, tutorat renforcé, accompagnement dans un projet d'avenir), ainsi que l'animation du programme au niveau régional et/ou départemental, notamment par l'organisation de rencontres territoriales. **Les projets d'accueil de jeunes étrangers en service civique qui proposent des missions en binôme avec des jeunes volontaires français devront être privilégiés.**

#### 6.1.2 Parrainage et mentorat

Les actions de parrainage ou de mentorat qui organisent, au sein d'une structure encadrante, la mise en relation d'un étranger primo-arrivant avec un résident français souhaitant mobiliser bénévolement son expérience et mettre à disposition une partie de son temps, doivent être favorisées et référencées sur la plateforme [Réfugiés.info](https://www.refugies.info). Ces programmes ont vocation à se déployer sur l'ensemble des territoires, en articulation avec les actions du dispositif « 1 jeune, 1 mentor » (<https://www.jeunes.gouv.fr/le->

mentorat-310) et du parrainage pour l'emploi (<https://travail-emploi.gouv.fr/emploi-et-insertion/mesures-jeunes/parrainage-emploi/>).

Dans le cadre du renouvellement en 2025 de l'appel à projets « 1 jeune 1 mentor », vous veillerez à la bonne diffusion du cahier des charges auprès des porteurs de projets potentiels afin de favoriser le développement du mentorat pour les primo-arrivants.

## 6.2. Favoriser l'accès à la culture et au patrimoine national

Vous veillerez, dans le cadre de vos actions en faveur de l'accès aux établissements culturels et aux pratiques artistiques des étrangers primo-arrivants, à assurer la communication au niveau local sur les conventions nationales signées avec le centre des musées nationaux (CMN) et le musée national de l'histoire de l'immigration (MNHI) pour faire connaître l'offre culturelle gratuite proposée aux étrangers primo-arrivants.

**Enfin, en étroite collaboration avec les DRAC vous pourrez apporter un soutien aux projets culturels** visant à favoriser l'apprentissage de la langue, la découverte de la culture et du patrimoine de la France.

**La délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) du ministère de la culture reconduit en 2025 son appel à projets « Action culturelle et langue française »** qui permet de soutenir des projets utilisant les pratiques culturelles et artistiques comme leviers pour l'appropriation du français. Nous vous invitons à diffuser largement cet appel à projets et à vous rapprocher de vos référents en Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

### Partenariat avec le centre des monuments nationaux (CMN)

Le 13 juillet 2024 la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN), le centre des monuments nationaux (CMN) et l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) ont signé une nouvelle convention tripartite pour développer l'accès des étrangers primo-arrivants aux monuments nationaux, favoriser leur appropriation de la langue française et du patrimoine historique et monumental de la France.

Dans le cadre de ce partenariat, amorcé depuis le 12 juillet 2022, une contremarque est distribuée aux signataires de CIR lors de la formation civique leur permettant de visiter gratuitement dans l'année le monument de leur choix avec un accompagnant. Les organismes de formation civique et linguistique du CIR sont également invités à organiser des visites de groupes dans les établissements du réseau. Ce dernier volet a été ouvert en fin d'année 2023 aux ateliers OEPRE.

Le partenariat prévoit également la mise à disposition gracieuse des monuments du CMN pour les cérémonies de naturalisation organisées par les préfectures (listes des monuments du réseau : <https://www.monuments-nationaux.fr/trouver-un-monument>).

### Partenariat avec le Musée national de l'histoire de l'immigration (MNHI)

Un partenariat entre la DIAN et l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (EPPPD) – Musée national de l'Histoire de l'immigration (MNHI) a été signé en juin 2024.

Cet accord permet d'organiser des visites accompagnées du Musée pour un public d'étrangers primo-arrivants. Des visites peuvent ainsi être organisées gratuitement, par groupe, pour des personnes suivant une formation civique et linguistique dans le cadre du CIR par l'intermédiaire d'organismes de formation, ainsi que pour des parents d'élèves dans le cadre des ateliers OEPRE. L'EPPPD proposera également un ensemble de ressources permettant aux publics allophones et à

leurs accompagnateurs de construire, animer et prolonger la visite de l'exposition permanente du Musée.

### 6.3. Favoriser l'intégration par le sport

Outre ses effets bénéfiques sur la santé, la pratique sportive au sein d'un club permet une **rencontre avec la société et la transmission des valeurs**, notamment républicaines. En s'engageant au sein de l'association sportive, l'étranger nouvellement arrivé en France peut également nouer des liens avec la communauté d'accueil, apprendre la langue et de nouvelles compétences.

Il est nécessaire de valoriser le rôle du sport comme outil d'intégration et de favoriser les liens entre les acteurs du monde du sport (fédérations, clubs, praticiens, etc.) et ceux de l'intégration, notamment en encourageant **l'organisation d'événements locaux** : tournois solidaires associant les acteurs de l'intégration, opérations « Du Stade Vers l'Emploi » portées par France Travail favorisant la rencontre avec les employeurs, etc.

Le bureau de l'accès aux pratiques sportives tout au long de la vie de la Direction des sports du Ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative, la DIAN et la Diar ont mis en place un groupe de travail pour favoriser les activités sportives des étrangers en mobilisant les fédérations sportives. L'objectif est de sensibiliser et accompagner les clubs à l'accueil du public des étrangers primo-arrivants par la **création de fiches-réflexes et le référencement de l'offre fédérale disponible**. Ces outils seront transmis aux correspondants intégration dans le courant du premier semestre 2025. Ils capitaliseront sur les bonnes pratiques existantes, à l'instar du dispositif « PRIMO SPORT » porté par l'UFOLEP, financé par le programme 104 et déployé aux travers de ses 101 comités départementaux.





## 7. Les Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI)

1. Poursuivre ou engager les discussions avec les collectivités territoriales **afin de parvenir à l'atteinte des cibles PPG fixées pour chaque département.**
2. **Veiller au renforcement de la dimension qualitative des contrats**, y compris lors des renouvellements de contrats, par des contenus adaptés aux spécificités locales et l'intégration obligatoire d'un axe relatif à la formation linguistique.
3. Recueillir auprès des collectivités signataires de CTAI en 2024 **les informations permettant de caractériser l'efficacité et la plus-value des actions inscrites au contrat (logique d'évaluation).**
4. **Aboutir à des demandes de financement réalistes des collectivités**, par l'application stricte des critères de prise en charge nationaux et la mise en place d'un cofinancement obligatoire de la collectivité (qui ne concerne plus le seul poste de coordonnateur territorial).

Initiés en 2019, les **contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI)** sont un dispositif de contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales qui vise à accompagner et mieux coordonner la mobilisation des compétences de ces dernières en faveur de l'intégration des étrangers primo-arrivants.

**Les CTAI se distinguent des partenariats non contractuels, qui correspondent à un ensemble d'actions** dont le portage est assuré par la collectivité ou une entité qui lui est rattachée (un centre communal d'action sociale -CCAS- par exemple) et pour lesquels la collectivité assure la fonction de cheffe de file dans le déploiement des actions. **Les partenariats non contractuels ont vocation à être transformés en partenariats contractuels.**

En 2024, 76 CTAI ont été conclus ou renouvelés avec des collectivités territoriales de différentes catégories. Ce sont 30 nouvelles contractualisations qui ont été engagées en 2024 dans 19 départements jusqu'ici non couverts par un CTAI, dont trois territoires ultramarins (La Réunion, Mayotte et la Guyane), pour un financement par l'État de 8,5 M€.

### 7.1. La déclinaison de la politique prioritaire du Gouvernement relative à l'intégration des étrangers primo-arrivants

**Les contractualisations avec les collectivités territoriales constituent un enjeu fort**, raison pour laquelle un indicateur relatif à la signature de CTAI a été inclus dès 2024 dans le cadre de la politique prioritaire du Gouvernement (PPG) visant à favoriser l'intégration des étrangers en France. Celui-ci porte sur le « taux de couverture des contractualisations avec les collectivités territoriales ». Sont pris en compte en priorité les contrats du bloc communal, afin que les actions mises en œuvre dans le cadre d'un CTAI puissent produire leurs effets au plus près du lieu de vie des étrangers.

**Des cibles annuelles départementales et régionales ont ainsi été fixées pour la période 2024-2026.** Elles sont issues des propositions transmises par les SGAR, faites par les préfets de chaque département, tenant compte des spécificités locales et des perspectives réalistes de signature de contrats sur la période. Ces cibles peuvent être adaptées chaque année.

**Pour la deuxième année de déploiement de ce chantier PPG, il vous revient ainsi de continuer à mobiliser les collectivités territoriales pour permettre la signature de nouveaux CTAI** et atteindre les cibles départementales fixées pour 2025.

## 7.2. Des exigences renforcées sur le contenu qualitatif des actions

Outre l'enjeu quantitatif de couverture territoriale, en fonction de la densité de signataires de CIR, il vous est demandé d'accorder une importance toute particulière à la qualité et à l'évaluation annuelle des actions inscrites au sein des CTAI en tenant compte des orientations ci-dessous.

Pour vous appuyer dans la déclinaison de ces orientations, vous pouvez vous référer au guide méthodologique des CTAI qui fera l'objet d'une actualisation au cours du premier trimestre.

### 7.2.1 Un contenu varié et adapté aux enjeux locaux

Il vous est demandé de veiller au respect des orientations suivantes, afin que les CTAI revêtent un contenu qualitatif et pertinent au regard des spécificités du territoire qu'ils couvrent :

- Déployer, au sein de chaque contrat, des axes d'intervention couvrant au moins deux domaines de l'intégration, parmi lesquels **la formation linguistique, qui constitue désormais un axe obligatoire**. L'accès au logement ne constitue désormais plus un axe obligatoire mais demeure recommandé ;
- Définir des axes d'intervention et des actions associées en fonction des besoins spécifiques des étrangers primo-arrivants présents sur le territoire et des enjeux locaux.

Les territoires ruraux, dans lesquels la densité de signataires du CIR est parfois faible, présentent un intérêt particulier du fait de l'acuité de certains des défis qu'ils posent en matière d'intégration (mobilité, accessibilité aux formations, problématiques de recrutement). Pour cette raison, leur financement fait l'objet d'un montant forfaitaire (cf. guide méthodologique des CTAI). L'élaboration de projets innovants sur ces territoires est ainsi encouragée, et peut avoir un effet d'entraînement au profit d'autres publics que les étrangers primo-arrivants, confrontés à des difficultés comparables (cf. guide « Accueillir et intégrer les personnes réfugiées en milieu rural » – Diar – juin 2024).

- Veiller à la bonne articulation entre les CTAI et les actions qu'il met en œuvre, et les autres dispositifs de la politique nationale d'intégration des étrangers primo-arrivants, notamment le CIR, le programme AGIR, les projets financés sur les appels à projets régionaux et départementaux.
- Rechercher toutes les articulations possibles avec les autres types de contractualisations existantes.

Un contrat de ville intégrant un axe spécifique sur l'intégration des étrangers peut ainsi être considéré comme un CTAI à part entière et voir cet axe financé sur des crédits du programme 104.

### 7.2.2 Des exigences renforcées en matière d'évaluation

S'agissant des CTAI qui feront l'objet d'une demande de renouvellement en 2025, des éléments de bilan suffisamment explicites devront au préalable vous être transmis par la collectivité dans des délais raisonnables.

L'évaluation des actions portées dans le cadre d'un CTAI doit être effectuée chaque année par les services de l'État afin d'apprécier l'efficacité et l'efficience des actions qui ont été déployées en année *n-1*. Les éléments transmis par la collectivité doivent permettre de compléter voire réorienter certaines actions avant tout renouvellement de contractualisation. **Cet examen constitue un paramètre déterminant pour fixer le montant de la subvention pouvant être accordée par l'État.**



### 7.3. Des critères stricts de financement

**Lors de l'examen des demandes de financement, il vous est ainsi demandé d'avoir une vigilance toute particulière sur le montant demandé par les collectivités et de vous assurer du respect des deux critères suivants au cours de la phase d'instruction :**

- le financement demandé doit être en adéquation avec le nombre de signataires du CIR en année *n-1* qui sont couverts par le CTAI ;
- le montant de la subvention accordée doit être apprécié sur la base de critères qualitatifs et quantitatifs.

**Le financement des contrats doit nécessairement tenir compte des coûts forfaitaires et des plafonds de prise en charge fixés à l'échelle nationale.** Ces critères ont été définis afin de rationaliser les coûts et de permettre la prise en charge des nouveaux contrats attendus cette année en application des cibles départementales PPG.

**La participation financière des collectivités territoriales signataires est dorénavant obligatoire.** En fonction du coût global du CTAI, les collectivités territoriales signataires devront apporter un cofinancement direct et/ou indirect.

Les modalités de financement mentionnées supra sont détaillées dans le guide méthodologique des CTAI.

### 7.4. Le calendrier et la durée

Les demandes de financement, y compris pour un CTAI pluriannuel, doivent être effectuées chaque année. Les CTAI qui se déploient selon un calendrier glissant ont vocation à moyen terme (et au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2027) à se décliner en année civile, soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Il est toujours possible de conclure des contrats pluriannuels, mais **dans la limite d'une durée de 3 ans**, avec un financement du programme 104 sous réserve de l'inscription des crédits annuels en loi de finances.

Des exceptions sont possibles au cas par cas, notamment lorsqu'un CTAI a été signé dans le cadre d'un contrat de ville ou lorsqu'il fait l'objet d'un cofinancement par le FAMI. Dans ce dernier cas de figure, la durée peut être de quatre ans si le financement européen est admis jusqu'en 2028.

### 7.5. Les modalités d'instruction

Les services déconcentrés départementaux et/ou régionaux seront toujours chargés de l'instruction des demandes sur la base des orientations fixées dans la présente instruction, complétée par le guide méthodologique dédié. Les éléments constitutifs des dossiers de demande de subvention pour chaque CTAI devront être **transmis par les SGAR ou les DREETS au plus tard le 30 juin 2025** (cf. guide méthodologique des CTAI).

L'enveloppe de crédits restant dans sa totalité au niveau central, il vous reviendra, après instruction, de transmettre à la DIAN et la Diair le dossier d'instruction. Sur la base des éléments transmis, nos services effectueront un contrôle de cohérence et procéderont ensuite à la mise à disposition des crédits.